



# Synthèse

## ***Que faut-il pour soutenir les mouvements féministes, rééquilibrer le pouvoir et financer un avenir équitable et digne pour tous et toutes?***

Si les mouvements féministes se penchent depuis longtemps sur cette question, elle est aujourd'hui plus urgente que jamais. Partout dans le monde, ces mouvements sont confrontés à la montée de l'autoritarisme, aux mobilisations anti-droits, au rétrécissement de l'espace civique et aux coupes budgétaires importantes, alors même qu'ils s'efforcent de défendre la démocratie et une vie juste, digne et joyeuse pour tous et toutes.

Ce rapport de réflexion présente les principales conclusions, les tensions et les stratégies issues de la conférence « Financing for Feminist Futures » (F4FF), organisée par le consortium Walking the Talk. Près de 200 féministes de diverses régions et secteurs se sont réunies pour examiner comment les mouvements féministes peuvent être financés de manière durable dans le cadre du financement traditionnel du développement et au-delà. Plutôt que de préconiser des solutions, ce document contribue au discours politique global sur le financement des mouvements féministes, en mettant l'accent sur les connaissances, l'expérience vécue et la stratégie collective du mouvement comme sources essentielles de leadership et d'expertise.

## ***Trois voies stratégiques pour financer les futurs féministes***

La conférence s'est articulée autour de trois thèmes interdépendants, chacun apportant un éclairage sur les moyens mis en œuvre par les mouvements féministes et leurs allié-e-s pour faire face à la crise des ressources et promouvoir des alternatives transformatrices.

### ***Construire nos mouvements: élaborer des stratégies ensemble***

- **Soutenir les futurs féministes implique la reconnaissance des mouvements féministes en tant qu'acteurs politiques qui façonnent les programmes de financement:** Pour faire progresser les ressources féministes, il faut un financement basé sur la confiance, co-créé et dirigé par le mouvement, qui mette l'accent sur le leadership de la majorité mondiale et l'expertise locale.
- **Le financement des futurs féministes nécessite un investissement soutenu et intersectionnel dans:** la libération des personnes queer et trans, la justice pour les personnes en situation de handicap, la justice raciale, la justice climatique et les mobilisations menées par les jeunes en tant qu'efforts interdépendants. Le fait de séparer ces questions ne fait que nuire à la réalité des mouvements et affaiblir leur pouvoir collectif.



- **Les fonds destinés aux femmes et aux féministes sont des piliers essentiels de l'écosystème de financement féministe:** Ils soutiennent l'organisation locale et pratiquent un financement participatif, à long terme et flexible, aligné sur les priorités du mouvement.
- **La collaboration entre les mouvements, les fonds, les chercheurs et les donateur·ice·s remet en question les modèles de financement concurrentiels:** Renforcer ces alliances est essentiel pour la durabilité collective et l'expansion de l'influence politique féministe.

### ***Tenir la ligne: le financement traditionnel, un terrain contesté par les féministes***

Les sources de financement traditionnelles, notamment l'aide publique au développement (APD), le financement multilatéral et la philanthropie, restent essentielles mais sont très controversées. Le financement public est vital pour organiser les mouvements féministes, en particulier pendant les périodes de crises et de conflits. Ces systèmes renforcent toutefois souvent une gouvernance hiérarchique et des priorités imposées par le donateur·ice·s, limitant ainsi l'autonomie des mouvements. La défense du financement public nécessite des réformes structurelles afin de garantir des pratiques de financement reflétant les valeurs féministes et les approches fondées sur la justice.

La philanthropie permet d'augmenter les ressources disponibles, mais elle perpétue souvent les déséquilibres de pouvoir et manque de transparence. Pour que l'engagement philanthropique soit efficace, il est essentiel de modifier les rapports de force, d'accroître la transparence et d'aligner le financement sur les priorités du mouvement. Bien qu'il soit important de diversifier et d'élargir les partenariats de financement, les sources privées et philanthropiques ne peuvent remplacer la responsabilité de l'État. Le financement public de la justice de genre reste une obligation politique.

Dans ce contexte, tenir la ligne ne signifie pas préserver des systèmes défailants mais plutôt prévenir de nouvelles régressions et créer une dynamique en faveur d'un changement systémique.

### ***Renforcer le financement féministe: s'appuyer sur la FFD4 et explorer de nouvelles possibilités***

Les processus de financement mondiaux, notamment la quatrième Conférence sur le financement du développement (FfD4), offrent à la fois des opportunités et des défis pour le financement des mouvements féministes. Si les programmes féministes ont davantage de visibilité dans les débats mondiaux sur le financement, les appels à une transformation économique systémique restent marginalisés dans des cadres financiers qui privilégient de plus en plus les capitaux privés et les solutions orientées vers le marché.

Les mouvements féministes et les donateur·ice·s testent des mécanismes de financement innovants, développent des infrastructures financières propres aux mouvements et poursuivent des stratégies alternatives de mobilisation des ressources pour assurer la durabilité à long terme. Ils et elles adaptent les outils financiers existants pour les aligner sur les valeurs féministes, « piratant » efficacement des systèmes qui n'étaient pas initialement conçus pour ces priorités. Cependant, l'innovation financière seule ne suffit pas. Sans une forte responsabilité féministe, les nouveaux outils de financement risquent de subordonner les programmes féministes à des investissements à but lucratif et à la logique capitaliste, renforçant ainsi les inégalités structurelles.

## ***Le moment est venu d'investir dans les futurs féministes***

Tout au long de la conférence, les participant-e-s ont réaffirmé un principe féministe fondamental: l'argent est politique. La crise de financement actuelle n'est pas une question de pénurie, mais de solidarité et de justice. Alors que les mouvements féministes demeurent sous-financés, la concentration mondiale des richesses, la militarisation et les systèmes économiques extractifs continuent de se développer.

Les mouvements féministes proposent une alternative claire pour construire un monde qui vaille la peine d'être vécu: des systèmes de financement qui privilégient la redistribution et placent les soins et le bien-être collectif des personnes et de la planète au centre des préoccupations. La réalisation de cette vision nécessite un engagement politique de la part des gouvernements, des institutions multilatérales, des organisations philanthropiques et de la société civile. Pour répondre à l'urgence du moment, il faut transformer la manière dont les ressources sont générées, gérées et distribuées.

La question n'est pas de savoir si un avenir féministe est possible. Contre toute attente, les mouvements féministes continuent de démontrer qu'ils le construisent déjà au sein de communautés, de territoires et d'alliances transnationales à travers le monde. Grâce au travail politique du féminisme, nous avons la possibilité d'imaginer une autre organisation du monde et d'agir pour que cet avenir devienne réalité.

Il s'agit désormais de veiller à ce que les systèmes de financement évoluent avec les mouvements féministes et que l'action collective soutienne des structures de financement féministes capables d'appuyer, d'étendre et de protéger ce travail. Les décisions prises aujourd'hui détermineront si les systèmes de financement continueront à concentrer les pouvoirs et à perpétuer les crises ou s'ils deviendront des instruments de justice et de libération collective.

